Rencontres de la pensée rebelle

Paris, 18 janvier 2004

L'AXE PARIS-BERLIN-MOSCOU

Mesdames, Messieurs, Chers amis,

Pendant des années, sinon des décennies, l'Europe a représenté un grand espoir. Aujourd'hui, elle inspire surtout l'inquiétude. On y voit même parfois une menace. En vérité, depuis l'adoption du traité de Maastricht en 1992, l'Europe marche sur la tête. Victime des lenteurs de la bureaucratie de Bruxelles, de l'absence d'unité de vues des pays membres et du flou soigneusement entretenu sur ses finalités, exclusivement préoccupée de concurrence commerciale et d'orthodoxie financière, elle s'est de surcroît engagée dans un processus d'élargissement hâtif qui la condamne à terme à l'impuissance et à la paralysie. L'Europe politique, aujourd'hui, apparaît totalement bloquée.

L'échec de la conférence intergouvernementale qui s'est déroulée les 12 et 13 décembre derniers à Bruxelles a apporté une démonstration éclatante de l'ampleur de la crise. En raison de cet échec, c'est le système du sommet de Nice qui règlera, à partir du 1er mai 2004, la fonctionnement de l'Europe des 25. Une Europe condamnée de ce fait à l'immobilisme, et donc privée de toute possibilité de jouer un rôle politique sur le plan international. Cette situation, on le sait, convient parfaitement aux nouveaux Etats-membres d'Europe centrale et orientale, qui ne voient dans l'Union européenne qu'un espace économique et une source de subsides, et qui cherchent prioritairement, à travers leur adhésion à l'Europe, à s'intégrer dans l'économie et le monde libéral. Ces pays ne sont absolument pas demandeurs d'une intégration communautaire supplémentaire, pas plus qu'ils ne se soucient de construire une puissance politique européenne. Ils n'ont d'autre ambition que de devenir des pays satellites des Etats-Unis, comme ils l'étaient autrefois de l'Union soviétique.

Le projet de Constitution européenne présenté le 20 juin dernier au sommet de Thessalonique est lui aussi des plus significatifs. Certes, concernant l'Europe, on est en droit de penser qu'une mauvaise Constitution vaut mieux que pas de Constitution du tout. Encore faut-il savoir en quoi consiste exactement ce texte.

Or, la première chose qu'il faut dire à propos de ce projet est qu'il n'est tout

simplement pas un projet de Constitution. Le propre d'une Constitution est de créer une communauté politique, de fonder l'identité collective que présuppose cette communauté, ce qui n'est nullement le cas ici. Une Constitution implique par ailleurs un pouvoir constituant, c'est-à-dire qu'elle exige d'être rédigée, adoptée et ratifiée par le peuple ou, à défaut, par une assemblée élue par les citoyens spécialement à cet effet. Dans le cas présent, il aurait donc fallu que fût élue une assemblée constituante ou, pour le moins, que le Parlement européen fût lui-même transformé en Assemblée constituante. Au lieu de cela, le projet a été confié à un assemblage hétéroclite de représentants des gouvernements et des Etats, des Parlements nationaux, du Parlement européen et de la Commission européenne, dont aucun n'a reçu mandat pour débattre d'un projet de Constitution. Quant aux citoyens, ils ne seront même pas consultés, puisqu'aux dernières nouvelles, la possibilité de se prononcer par référendum sur ce texte ne leur sera même pas donnée.

Il ne s'agit donc pas tant d'une Constitution que d'une sorte de traité à valeur constitutionnelle, adopté comme une loi ou un règlement par des Etats contractants, ce qui est tout à fait différent. L'expression de « traité constitutionnel » est en effet contradictoire dans les termes. Une Constitution est une loi d'un type particulier qui, comme telle, s'impose d'emblée à tous et à chacun, alors qu'un traité est un simple contrat entre Etats, qui s'interprète au moyen d'une méthode privilégiant l'analyse de la volonté des parties. Dans le meilleur des cas, la Constitution sera adoptée par les Etats conformément à la procédure habituelle pour les traités et ne pourra être révisée que selon la règle de l'unanimité, qui n'est pas celle de la procédure constituante, mais celle de la procédure diplomatique. Le projet a beau souligner que l'Union est « inspirée par la volonté des citoyens et des Etats », dans les faits seule prévaudra la volonté des Etats.

Une Constitution, enfin, se borne en général à fixer un système institutionnel et à définir quelques principes généraux. Elle doit donc être rédigée de façon telle que tous les citoyens puissent s'y reconnaître, quelles soient par ailleurs leurs options politiques — qui, en régime démocratique, sont nécessairement multiples et divergentes. Or, l'actuel projet de Constitution, loin d'accueillir toutes les options politiques, en exclut d'emblée un certain nombre en se proposant de faire adopter des orientations exclusivement libérales — orientation décisive, notamment dans la perspective de nouvelles adhésions, puisque l'article 1 du projet déclare ouvrir l'Union à « tous les Etats européens qui respectent ses valeurs ».

Dans son art. 3, le texte du projet fait d'un « marché unique où la concurrence est libre et non faussée » l'objectif central et la valeur suprême de l'Union. D'autre part, le rôle essentiel dévolu à la Banque centrale européenne est la stabilité des prix, aucun droit de regard sur la politique monétaire n'étant accordé aux citoyens ou aux Etats. L'objectif de la liberté absolue des échanges est ainsi posé comme supérieur à toute autre finalité. Cela signifie, non seulement que rien ne pourra désormais entraver les mouvements de capitaux, spéculatifs et autres, mais que toute politique publique en matière sociale ou fiscale, en matière de contrôle de l'immigration ou de préservation de l'environnement pourra être rejetée sous l'accusation de « fausser » la libre concurrence. Stipuler qu'aucune politique n'est désormais possible si elle porte atteinte à cette concurrence revient à dire que celle-ci constitue une fin en soi, et non un outil au service de l'emploi, de la croissance, de l'équilibre écologique ou de la justice sociale.

Le projet, en d'autres termes, aboutit à graver dans le marbre en la rendant

seule conforme à la Constitution une politique strictement libérale aujourd'hui de plus en plus contestée au vu de ses résultats. Une fois « constitutionnalisées », de telles orientations seront censées s'imposer aux institutions comme aux Etats. Comme l'a écrit Dominique Rousseau, professeur à l'Université de Montpellier, le projet « donne au seul principe libéral la qualité de principe de droit majeur sur lequel fonder la légitimité des politiques publiques et impose aux citoyens européens et à leurs représentants d'inscrire leurs lois dans la logique de l'économie de marché ».

Ajoutons que l'art. 40 dispose que, « pour mettre en œuvre une coopération plus étroite en matière de défense mutuelle, les Etats membres travailleront en étroite coopération avec l'OTAN » et qu'il stipule que toute politique de sécurité et de défense commune devra être « compatible » avec la politique arrêtée dans le cadre de l'OTAN. Cette disposition limite donc par avance l'autonomie de la politique étrangère de l'Europe et aliène sans équivoque son indépendance. Déclarer comme compatible l'appartenance à l'OTAN et la réalisation d'une « politique commune de sécurité et de défense » ne peut être en effet qu'une pétition de principe.

Il y a aussi d'autres sujets tabous que le projet de Constitution se garde bien d'aborder : le problème de la langue de l'Europe, le problème de sa capitale, le problème de ses frontières ultimes, le problème des modalités d'application du droit communautaire, le problème du mode de financement du budget de l'Union européenne, etc.

Face à cette situation, où la logique des intérêts particuliers supplante la dynamique de la communauté d'appartenance, il n'existe qu'une solution : faire en sorte que ceux qui ne pensent à l'Europe qu'en termes de marché n'empêchent pas les autres d'avancer. La seule alternative est donc la formation d'un « noyau dur » associant les pays décidés à aller de l'avant pour construire une véritable puissance politique. C'est cette idée qui avait été explorée l'an dernier, de façon prémonitoire, par Henri de Grossouvre dans son livre intitulé *Paris-Berlin-Moscou* (1).

Significativement, les signes avant-coureurs de cet axe Paris-Berlin-Moscou sont apparus à la veille de la guerre américaine en Irak, lorsque la France l'Allemagne et la Russie, dans une déclaration conjointe publiée le 5 mars 2003, ont nettement signifié leur refus de s'associer à cette agression militaire décidée unilatéralement par les Etats-Unis (2).

Ce « noyau dur » ne peut bien entendu reposer que sur le couple franco-allemand, dont le rôle moteur au sein de l'Union européenne ne s'est jamais démenti, pour des raisons historiques que Henri de Grossouvre, précisément, a très bien su rappeler lorsqu'il écrit que, « depuis le Moyen Age, la qualité de la relation franco-allemande décide de la paix ou de la guerre sur le continent ». « La France, poursuit-il, est au centre de l'Europe de l'Ouest […] Elle est le seul pays européen participant à la fois de l'Europe du Nord et de l'Europe méditerranéenne, tout en ayant une façade atlantique. L'Allemagne est le pivot dynamique de l'Europe, la voie de passage obligé entre le Nord, l'Est et l'Ouest. La France a à la fois une vocation méditerranéenne et une vocation rhénane. Les Français et les Allemands ont une partie de leur histoire commune, l'empire des Francs. Les héritiers de l'empire carolingien ont toujours été économiquement et culturellement en avance sur le reste de l'Europe. Ensemble, Français et Allemands sont le passage obligé, économique et politique, de l'Union européenne » (3).

Il n'en est pas moins vrai que, pendant longtemps, la France et l'Allemagne ont adopté vis-à-vis des Etats-Unis d'Amérique des attitudes différentes. Pour des raisons historiques bien connues, l'Allemagne s'est fondamentalement reconstruite à partir de 1945 sous la forme d'une non-puissance. A l'époque de la guerre froide, la République fédérale se sentait dépendante des Etats-Unis, qui la considéraient en retour comme leur allié le plus sûr au centre de l'Europe. Pour reprendre une formule célèbre, l'Allemagne était alors à la fois un géant économique et un nain politique, ce qui l'amenait à ne jouer sur la scène internationale qu'un rôle de figurant.

Or, c'est précisément cette équation qui tend aujourd'hui à disparaître. Divers signes montrent que l'Allemagne entend désormais faire usage de son unité recouvrée pour jouer un rôle politique plus en rapport avec son importance réelle (4). Comme toujours outre-Rhin, l'évolution est lente, mais il semble indéniable qu'un nouveau cap ait été pris. Le refus sans équivoque opposé par l'Allemagne à la demande de soutien formulée par les Américains dans l'affaire irakienne en témoigne. En France, cet événement majeur n'a sans doute pas été évalué à sa juste mesure. Pourtant, comme l'a remarqué Stephan Martens, « jamais depuis la création de la RFA, les relations germano-américaines n'avaient été secouées par une crise aussi profonde » (5). Dès le 29 novembre 1999, lors de l'un de ses passages en France, Gerhard Schröder avait d'ailleurs déjà fait sienne la formule d'« Europe puissance ». Le 5 août 2002, à Hanovre, il déclarait adhérer à une « voie allemande » (*deutscher Weg*) distincte de la politique américaine, ce qui devait lui permettre de se faire réélire quelques semaines plus tard. Plus récemment encore, en février 2003, l'hebdomadaire *Der Spiegel* pouvait titrer en couverture : « Révolte contre l'Amérique. David Schröder contre Goliath Bush » (6).

Quant à l'opinion allemande, elle a elle aussi évolué. Selon un sondage publié voici quelques mois, 76% des Allemands estiment désormais que les Américains poursuivent leurs seuls intérêts quand ils interviennent à l'étranger (contre 58 % en 1993), et ils ne sont plus que 31 % à estimer que les Etats-Unis sont aujourd'hui les garants de la paix et de la sécurité dans le monde (contre 62 % en 1993).

Il s'agit donc d'une évolution notable. L'Allemagne abandonne progressivement sa position de meilleur élève de la classe atlantique. Elle s'engage avec la France dans une entreprise qui se veut le noyau d'une véritable défense européenne — ce qui permet à Henri de Grossouvre d'écrire que « la fin du tabou transatlantique est l'événement majeur de la politique étrangère allemande depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale » (7).

Ce n'est donc pas un hasard si l'échec du sommet de Bruxelles a immédiatement relancé l'idée d'une initiative franco-allemande pour surmonter la crise, initiative qui se traduirait par la formation au sein de l'Union européenne d'un « noyau dur » dont les formes restent à déterminer. Certains parlent même déjà de la création d'une véritable confédération franco-allemande qui, si elle venait à voir le jour, rallierait sans doute aisément les pays du Bénélux. Ainsi se réaliserait un projet que le général de Gaulle avait évoqué il y a déjà longtemps : réviser le traité de Verdun qui partagea en 842 l'empire de Charlemagne afin de réunifier les Francs de l'Ouest et les Francs de l'Est.

Dans le même temps, il apparaît comme vital d'établir avec la Russie un partenariat stratégique permettant d'associer ce pays à l'Union européenne pour tout

ce qui concerne la politique étrangère, et de renforcer avec lui la coopération, notamment en matière aéronautique et énergétique. C'est évidemment au couple franco-allemand qu'il reviendrait de prendre l'initiative de ce partenariat et de cet espace de coopération, auquel pourraient aussi s'associer des pays comme l'Ukraine et la Biélorussie. La Russie serait en effet d'autant plus portée à s'associer à ce projet qu'un certain nombre de pays européens manifesteraient sans ambiguïté leur volonté d'aller de l'avant sur la base d'une politique distincte de celle de Washington.

La France, l'Allemagne et la Russie n'ont pas seulement de nombreux intérêts politiques, économiques, stratégiques et culturels communs. Ce sont aussi des pays remarquablement complémentaires. Je ne prendrai ici que deux exemples, l'un concernant les problèmes de défense, l'autre la question des ressources énergétiques.

On sait que les Etats-Unis affectent annuellement 3,4 % de leur PNB à leur dépenses militaires, contre seulement 2,6 % pour la France. L'avance des Américains dans ce domaine apparaît dès lors logique. Cependant, la France, l'Allemagne et la Russie consacrent à elles trois tous les ans plus d'argent à la défense que ne le font les Etats-Unis. La mise en commun de certains de ces investissements pourrait permettre à l'Europe de combler au moins une partie de son retard.

Mais la Russie, surtout, dispose de matières premières que ne possèdent ni les Français ni les Allemands. Le poids des hydrocarbures, et des matières premières en général, est considérable dans l'économie russe, puisqu'il a représenté en 2003 quelque 35 % du budget national et 13 % du produit intérieur brut (PIB). La Russie est par ailleurs devenue depuis l'an 2000 le troisième producteur et le deuxième exportateur mondial de pétrole, mais aussi le premier producteur et le premier exportateur mondial de gaz naturel. C'est dire que ses groupes pétroliers et gaziers ne sont pas seulement des acteurs économiques de premier plan, mais qu'ils peuvent aussi jouer un rôle éminemment politique, en offrant à l'Europe occidentale une source de ravitaillement d'énergie alternative par rapport à un Proche-Orient passé en partie sous contrôle américain. De plus, la fermeture par l'Allemagne de la plupart de ses centrales nucléaires va rendre ce pays plus dépendant, pour ce qui concerne sa production d'électricité, du gaz naturel qui vient principalement de Russie. L'Allemagne est d'ailleurs déjà le principal investisseur et le principal partenaire commercial de la Russie.

Très importante à cet égard est la construction du réseau ferroviaire dénommé « Vent d'Est », qui doit relier la Chine à l'Europe occidentale, en passant par la Russie, la Biélorussie et l'Allemagne, ou encore la mise en service intervenue en Pologne en avril 2003 d'un corridor ferroviaire reliant deux fois plus rapidement que par la voie maritime l'Extrême-Orient et l'Europe occidentale.

Bien entendu, il y a aussi des incertitudes. Elles pèsent principalement sur la Russie, dont le rétablissement politico-économique est un élément vital des enjeux actuels, mais dont l'avenir est aujourd'hui plus que jamais imprévisible. La récente arrestation de l'« oligarque » Mikhaïl Khodorkovski, l'homme le plus riche de Russie et l'un des principaux symboles de toutes les malversations des années 1990, qui avait pris des positions nettement pro-américaines sur la guerre de l'Irak, témoigne néanmoins de la volonté de Vladimir Poutine de restaurer l'Etat et de sanctionner un

certain nombre de mafieux que l'on disait intouchables. Il y a aussi les données démographiques, qui sont particulièrement inquiétantes pour l'Allemagne et la Russie, mais aussi pour la vaste majorité des pays de l'Union européenne, puisque l'on prévoit qu'en 2050 la moyenne d'âge en Europe sera de cinquante-sept ans, contre trente-sept ans aux Etats-Unis. Enfin, il faut évidemment compter avec les aléas électoraux qui, dans chaque pays, peuvent entraîner des modifications de l'orientation politique.

Au-delà de ces données conjoncturelles, il n'existe pas moins des tendances de fond et des réalités permanentes, la principale étant rappelée par Henri de Grossouvre quand il écrit que « l'exact pendant géographique des Etats-Unis dans l'hémisphère nord, c'est la plus grande Europe, de Brest à Vladivostock, flanquée à chaque extrémité des archipels britannique et japonais », et que « ce gigantesque continent eurasiatique rassemble l'essentiel de la population et des richesses mondiales » (8).

L'idée d'un axe Paris-Berlin-Moscou fait en tout cas son chemin dans les esprits. Et ce qui est le plus intéressant, c'est qu'elle transcende tous les clivages habituels, et trouve des défenseurs dans les milieux les plus différents.

Jacques Julliard, par exemple, estime que l'heure est au renforcement du couple franco-allemand. « Et même, écrit-il, à la fusion organique des deux nations dans les domaines diplomatique et militaire, [car] il n'y a pas d'autre moyen de sauver l'idée européenne menacée par le néo-impérialisme américain » (9). « Il n'y a actuellement, dit-il encore, que deux pays qui, malgré leurs difficultés conjoncturelles, réfléchissent à l'idée d'une Europe-puissance : la France et l'Allemagne. On peut y ajouter la Belgique. Je propose que l'on refasse ce que Schuman avait fait en 1951 avec le charbon et l'acier : mettre en commun notre armée, notre diplomatie et notre politique économique. Tous les pays qui voudront s'associer à cette initiative seront les bienvenus […] Je suis persuadé que certains pays viendront nous rejoindre. L'Italie, par exemple, le jour où elle se sera débarrassée de Silvio Berlusconi » (10). Et d'ajouter : « Il faudrait et il suffirait que la France et l'Allemagne mettent en commun leurs ressources en matière de diplomatie et de défense pour que la donne européenne et même mondiale se trouve radicalement modifiée » (11).

Telle est aussi l'opinion du député européen Jean-Louis Bourlanges, qui estime que « ce qui aurait du sens, ce serait de faire à l'intérieur de l'Union, et dans les domaines où la compétence de l'Union est incertaine ou n'est pas exclusive — la défense, la politique étrangère ou la politique budgétaire —, un pacte fédéral entre certains Etats décidés à mettre en commun leurs moyens institutionnels, administratifs, budgétaires et militaires, en vue de mener une politique commune » (12).

« Plus que jamais, Paris et Moscou doivent se rapprocher », écrit de son côté le géopoliticien Aymeric Chauprade (13), tandis que le socialiste Alain Joxe déclare : « Il me semble que le choix de l'Allemagne, de la France et de la Belgique de se mettre ensemble pour envisager un noyau de force de défense européenne […] est un pas important » (14). « Je suis persuadé, affirme enfin Daniel Cohn-Bendit, que l'idée d'une fédération limitée à quelques pays et organisée à partir d'un noyau fédéral franco-allemand est en train de faire son chemin. Avant 2009, on verra une fédération européenne naître à l'intérieur de l'Union, qui accélèrera la convergence

fiscale, sociale et économique. Un tel noyau ne peut qu'être attractif pour d'autres Etats membres » (15). On pourrait citer bien d'autres exemples.

C'est dans ce contexte qu'en octobre 2003, l'Institut royal des relations internationales (IRRI) de Bruxelles a publié un document intitulé « Un concept de sécurité européenne pour le XXI[e] siècle », qui ne manque pas d'intérêt puisqu'il a le mérite d'envisager la sécurité européenne à partir de l'Europe elle-même et de conclure que l'Europe ne peut exister qu'à la condition d'être une puissance. On y lit notamment : « Indépendamment du poids économique, politique, démographique et militaire, il n'y a aucune puissance sans volonté […] La puissance nécessite la volonté d'imposer sa marque sur le cours des événements. L'Union européenne ne sera puissante que si ses Etats-membres mettent en commun, sciemment et collectivement, leur volonté de constituer un des pôles d'un monde multipolaire et agissent en conséquence ». Le même document souligne que seule « l'autonomie de décision permet la prise de conscience de son identité et de sa souveraineté, et offre la responsabilité de la décision, sans inhibition causée par l'habitude d'être dépendant, soumis ou reconnaissant ».

Que l'axe Paris-Berlin-Moscou ne soit pas une simple vue de l'esprit est encore démontrée par la lecture de la presse américaine, qui montre qu'une telle perspective est prise très au sérieux et qu'elle est perçue comme un réel danger. « Tous facteurs combinés, écrit ainsi le néoconservateur John C. Hulsman dans le journal de la Heritage Foundation, la France, l'Allemagne et la Russie ont potentiellement tous les attributs d'une grande puissance capable au niveau global de faire contrepoids aux Etats-Unis, la France fournissant les orientations politiques et idéologiques, l'Allemagne la puissance économique et la Russie les capacités militaires » — la conclusion de l'auteur étant que, pour faire face à cette menace, les Etats-Unis doivent jouer au coup par coup en cherchant par tous les moyens à « fragmenter ce noyau anti-américain » (16).

*

Mesdames, Messieurs, Chers amis,

Au cours de ces dernières années, les tensions entre l'Europe et les Etats-Unis n'ont cessé de s'aggraver. Elles ne portent pas seulement sur le commerce, sur la viande, sur l'aéronautique, sur le projet Galileo (ce système de positionnement et de navigation par satellite directement concurrent du système américain GPS). Elles s'étendent à tous les domaines et prennent des formes nouvelles. Les hommes politiques, pour des raisons diplomatiques évidentes, cherchent souvent à les masquer, tel Jacques Chirac affirmant il y a encore quelques mois, dans un entretien avec le *Financial Times*, que « l'Europe et les Etats-Unis partagent les mêmes valeurs » (17). Mais c'est le contraire qui est vrai. Comme le notait récemment Sylvie Kauffmann, « l'évolution des sociétés américaine et européenne au cours des dernières décennies révèle en réalité un fossé grandissant de nature morale, culturelle ou politique, sur des sujets aussi importants que la guerre, la paix, la solidarité sociale, la justice, l'immigration ou la religion » (18).

Il ne fait pas de doute que la globalisation va exacerber ces divergences de vues et d'intérêts entre l'Europe et les Etats-Unis, ne serait-ce que parce que, du point de vue géopolitique, l'Europe reste plus que jamais une puissance continentale et les

Etats-Unis, une puissance maritime. « Les Etats-Unis sont un peuple de la mer, rappelle encore Henri de Grossouvre, l'Europe continentale est marquée par son rapport à la terre. Les Etats-Unis, au gré des guerres civiles européennes du XXe siècle, ont progressivement pris la relève de la puissance maritime par excellence, l'Angleterre. La prépondérance du commerce et la subordination des autres activités humaines aux relations marchandes les caractérisent » (19). Il y a donc entre les uns et les autres une différence fondamentale de conceptions du monde et de valeurs.

Or, ce qui est intéressant, c'est que cette différence est aujourd'hui mise en avant par les Américains eux-mêmes pour justifier leur politique. Dans un livre publié l'an dernier, et qui a fait grand bruit, le néoconservateur Robert Kagan affirme par exemple que le fossé qui s'est creusé entre les deux rives de l'Atlantique est désormais trop profond pour que l'on puisse espérer le voir se combler dans un avenir prévisible (20). Cette opinion est partagée par bien d'autres commentateurs (21).

Simultanément, la position américaine vis-à-vis de l'Europe s'est nettement clarifiée. En juin 2003, l'hebdomadaire américain *The New Republic* titrait en première page : « L'Europe superpuissance. Pourquoi l'Amérique doit craindre la construction européenne ». Le rédacteur en chef du journal, Andrew Sullivan, écrivait : « La principale puissance qui bénéficiera de la réussite de la construction européenne sera la France. Et les intentions de la France sont essentiellement hostiles aux Etats-Unis, culturellement, économiquement et diplomatiquement. C'est le défi actuel de la politique étrangère américaine : comment empêcher la nouvelle Constitution européenne de devenir réalité ». Trois mois plus tard, au mois de septembre, l'hebdomadaire de William Kristol, *The Weekly Standard*, publiait à son tour un article intitulé « Contre l'Europe unie ».

Ailleurs, les Européens sont présentés tantôt comme des sybarites et des lâches, tantôt comme des fascistes ou des antisémites incorrigibles, tantôt comme des traîtres ou des diminués mentaux. Dans le *Washington Times*, William R. Hawkins est même allé jusqu'à expliquer que l'ennemi numéro 1 des Etats-Unis, ce n'est pas Oussama Ben Laden, mais les Européens : « Le plus grand danger pour l'indépendance, la sécurité et la prospérité des Etats-Unis ne viendra peut-être pas, à l'aube du XXIe siècle, de nos ennemis déclarés, dotés d'armes de destruction massive, mais de nos soi-disant amis qui rêvent de controler notre économie et de ligoter le géant américain » (22)

Pierre Hassner le reconnaît lui-même : aujourd'hui, « le gouvernement américain joue ouvertement la division de l'Europe » (23). « Pour la première fois depuis le début de la guerre froide, ajoute de son côté Timothy Garton Ash, on trouve des personnes très influentes à Washington pour affirmer qu'il est dans l'intérêt des Etats-Unis d'avoir une Europe faible et divisée » (24).

Cette hostilité envers l'Europe se double d'une hostilité envers l'euro, qui n'a évidemment rien pour surprendre. Pendant l'après-guerre, les Américains pouvaient tirer bénéfice de la guerre froide, qui les mettait en position de force auprès de leurs alliés, et de l'omnipotence du dollar, utilisé comme monnaie de réserve par les banques centrales de tous les pays du monde. La guerre froide s'est achevée, et l'avènement de l'euro menace le monopole américain sur les échanges monétaires mondiaux. Dans un pays qui ne cesse de consommer plus qu'il ne produit, dont le niveau d'endettement représente 31 % du produit intérieur brut mondial et 40 % du

revenu individuel américain, dont la balance des paiements ne cesse de se détériorer, dont les déficits courants ont atteint des niveaux historiques, et dont le taux national d'épargne est tombé en 2002 à son niveau le plus bas de tous les temps, le maintien du monopole du dollar est une nécessité vitale.

Certes, il faudra encore du temps pour que l'euro puisse devenir une monnaie de réserve réellement concurrente du dollar, mettant ainsi l'Europe à parité avec les Etats-Unis dans ce domaine. Il faudrait pour cela que l'euro soit regardé comme un actif utilisable dans tous les pays, et que les Etats soient eux-mêmes désireux de s'en constituer des réserves. Il faudrait également qu'il puisse garantir en permanence une liquidité planétaire et jouer le rôle classique du « prêteur en dernier ressort ». Nous n'en sommes pas encore là. Néanmoins, l'euro peut dès à présent servir de monnaie de réserve de rechange sur un certain nombre de marchés. Une étape essentielle serait en outre franchie si l'Union européenne parvenait à convaincre les pays exportateurs de pétrole, à commencer précisément par la Russie, d'accepter des euros à la place des dollars. Le monopole américain se trouverait alors sérieusement entamé, ce dont on est bien conscient à Washington.

Face à la perspective d'un axe Paris-Berlin-Moscou, les Etats-Unis ne peuvent donc que chercher à réagir — et à réagir avec la violence dont ils sont désormais coutumiers. La décision américaine, annoncée au début du mois dernier, d'exclure la France, l'Allemagne et la Russie des contrats pour la reconstruction de l'Irak, est à cet égard déjà très significative.

Mais il est probable que les Etats-Unis adopteront, face aux trois composantes de cet axe virtuel, une stratégie différenciée. Condoleeza Rice, conseillère à la sécurité nationale, en a déjà donné une idée en énonçant ce mot d'ordre : « Punir les Français, ignorer les Allemands et pardonner aux Russes » (25). Ce qui veut dire en clair que la Russie est capable de s'amender, que la France est irrécupérable et que, pour ce qui est de l'Allemagne, il suffit d'attendre.

Dans l'immédiat, la politique américaine vis-à-vis de la Russie — comme d'ailleurs vis-à-vis de la Chine — va donc principalement consister dans une tentative d'encerclement, ainsi qu'en témoigne l'implantation des troupes américaines dans les républiques musulmanes et la région de la Caspienne à la faveur de la guerre d'Afghanistan.

Concernant l'Allemagne, les Américains feront d'abord tout pour tenter de faire éclater le couple franco-allemand. Le 3 novembre dernier, on a déjà vu le néoconservateur Richard Perle, participant à un forum organisé sur le thème « Bundeswehr et société », prendre violemment à partie le ministre allemand de la Défense, Peter Struck, en lui reprochant l'« approfondissement des liens franco-allemands » et en stigmatisant « la forte tendance de la France et de l'Allemagne à exprimer leur solidarité à la moindre occasion » — sortie qui a provoqué une protestation publique de l'ancien chef d'état-major français, l'amiral Jacques Lanxade. Au même moment, Michael Ledeen, l'un des « faucons » républicains les plus proches de la Maison-Blanche, déclarait ouvertement que la France et l'Allemagne devaient désormais être considérées comme des « ennemis stratégiques » des Etats-Unis.

Il est probable que les Etats-Unis feront également tout ce qui est en leur pouvoir pour obtenir le départ des sociaux-démocrates qui, en raison même de leur

antifascisme affirmé, ont pu sans être suspectés, exprimer parfois certains sentiments « nationaux », et pour provoquer l'arrivée au pouvoir des chrétiens-démocrates, traditionnellement réputés plus atlantistes. Cependant, même si cette éventualité se réalisait, il n'est pas sûr que Washington puisse parvenir à ses fins. A l'intérieur même de la CDU-CSU, tout un courant n'est en effet guère favorable à un retour pur et simple à un alignement sur les Etats-Unis. Henri de Grossouvre, qui a souvent rappelé qu'en 2002 un rapprochement franco-allemand pouvant aller jusqu'à la création d'une confédération était déjà à l'étude entre les autorités françaises et le candidat Edmund Stoiber, estime même comme « presque nuls » les risques, en pareille circonstance, d'une évolution majeure de la politique étrangère allemande.

Reste le cas de la France, que les Américains, comme je viens de le dire, jugent apparemment irrécupérable. On peut en voir la preuve dans la vague de francophobie d'une violence extraordinaire et d'une ampleur sans aucun précédent qu'a provoquée le refus du gouvernement français de s'associer à l'agression contre l'Irak. Pendant des mois, les Français ont été traités dans la presse de « singes capitulards et mangeurs de fromage » (*cheese eating surrender monkeys*), tandis qu'on voyait apparaître des autocollants proclamant : « D'abord l'Irak, ensuite la France ! » L'erreur serait de croire que cette francophobie s'est limitée à des couches marginales de la population. Elle a au contraire été relayée, avec une virulence stupéfiante jusque dans les journaux les plus sérieux. Je n'en citerai que quelques exemples, dont on appréciera le style. Dans le *Weekly Standard*, considéré comme l'un des plus grands journaux américains, Larry Miller écrit : « Ca fait longtemps que j'en ai marre des Français ; la prochaine fois que les Allemands envahiront votre petit pays de merde et que vous aurez besoin de quelqu'un pour sauver vos culs de collabos, vous vous débrouillerez tout seuls ! » (26). Dans le *New York Post*, Ralph Peters ajoute que la France, dirigée par un « pygmée moral dépourvu de tout scrupule », et dont la seule ambition est de « défendre le droit des dictateurs à mourir de vieillesse sur la Riviera », est « l'un des ennemis les plus répugnants de l'Amérique. Il conclut : « La France doit souffrir, financièrement et stratégiquement. Les Français nous ont frappé dans le dos. En réponse, nous devrions les écorcher vifs » (27).

Le 28 août dernier, Thomas Friedman, sans doute le chroniqueur de politique étrangère le plus influent de la presse américaine (il a reçu le Prix Pulitzer en 2002), écrivait dans le *New York Times* qu'entre les Etats-Unis et la France, c'est désormais « la guerre ». « Il est temps pour les Américains de s'en rendre compte, affirmait-il, la France n'est pas seulement notre allié incommode. Elle n'est pas seulement notre rival jaloux. La France est devenue notre ennemi » (28).

« La France devra payer », a lui aussi déclaré Paul Wolfowitz — opinion dont un sondage effectué par l'Institut Harris a montré qu'elle est aujourd'hui partagée par 43 % des Américains. En dépit des propos lénifiants tenus çà et là, il n'est donc pas exagéré de dire qu'à l'heure actuelle, aux Etats-Unis, « Paris sert tour à tour de faire-valoir, de bouc émissaire, de victime expiatoire, de tête de Turc et de mouton noir » (29). Et que s'en prendre à la France est évidemment une façon de faire un exemple et de dissuader ceux qui seraient tentés de l'imiter : sa punition devra avoir valeur d'avertissement.

Les Etats-Unis, qui ont toujours tenté d'instrumentaliser les rivalités régionales, veulent en fait procéder avec l'Union européenne comme ils ont procédé en d'autres temps avec l'empire austro-hongrois. L'objectif, comme toujours, est de diviser pour

régner. Avec Samuel Huntington, ils avaient déjà tenté d'opposer le monde slave et orthodoxe aux pays d'Europe occidentale, politique dont l'écrasement de la Serbie fut en quelque sorte une application pratique. Avec Donald Rumsfeld, ils veulent jouer la carte de la « nouvelle Europe » — en clair celle des pays d'Europe centrale qui, au sein même de l'Union européenne, sont prêts à accepter la domination de Washington — pour mettre en difficultés la « vieille Europe », jugée moins docile. Calcul qui revient à s'appuyer sur ce que Tony Judt a appelé une « béquille en caoutchouc » (30), pour la simple raison que ces pays sont pour la plupart des pays faibles, dépendant largement de l'Europe du point de vue économique, et de la Russie pour leurs approvisionnements énergétiques, et qu'ils appartiennent en outre à la périphérie, laquelle ne peut se passer du centre, alors que le centre peut à la limite très bien se passer de la périphérie.

Les Américains, enfin, continueront à installer des bases militaires dans toutes les régions stratégiques où passent les oléoducs et les gazoducs, de l'Asie centrale aux Balkans. Ils continueront de chercher à faire de l'OTAN ce qu'il a toujours été, même à l'époque de la guerre froide : un moyen d'empêcher l'Europe de se constituer en force autonome (31). Et bien entendu, ils continueront à peser sur les opinions publiques européennes par le biais des relais d'influence dont ils disposent : hommes politiques qui leur sont tout acquis, médias à leur botte, grandes fondations dont ils assurent le financement, associations spécialisées dans le formatage des esprits, etc. (32).

*

Mesdames, Messieurs, Chers amis,

En matière de relations internationales, comme dans bien d'autres domaines, un tournant radical a été pris ces dernières années. Depuis 1993-94, les anciennes règles du jeu international ont été abandonnées, et nous sommes entrés dans une ère que l'on pourrait appeler « postatlantique ». Nous assistons en effet à la dissolution de fait de tout un système dont l'Alliance atlantique était le cœur, dissolution dont les Etats-Unis ont eux-mêmes pris la responsabilité en exigeant de leurs alliés qu'ils se comportent en vassaux.

Cette crise du lien trasatlantique est elle-même indissociable de l'avènement d'un monde nouveau. Dans ce nouveau monde, les lignes de bataille sont moins internationales que transnationales. La géographie des enjeux n'est plus fondamentalement définie par les frontières nationales, si bien que la division de la politique de sécurité entre intérieur et extérieur tend à disparaître. Les choc décisifs ne se produisent pas entre les civilisations (qui ne sont pas des réalités de puissance, mais plutôt des creusets d'idées-forces), mais à la fois en leur sein et à l'échelle globale. Partout on assiste à la montée en puissance de formes de pouvoir transétatiques ou non étatiques, au sein d'un espace qui n'est plus arborescent, c'est-à-dire composé d'organisations traditionnelles, mais rhizomique, c'est-à-dire fait de réseaux décentrés (33). A la guerre froide a succédé la paix chaude ; au monde bipolaire, une globalisation où les Etats-Unis représentent la force principale, mais dont la logique profonde est d'essence techno-économique et financière, puisqu'elle se caractérise avant tout par la domination planétaire de la Forme-Capital.

Les Américains ont toujours pensé que leurs valeurs et leur mode de vie sont

supérieurs aux autres et qu'ils possèdent une validité universelle. Depuis leurs origines, ils ont toujours pensé qu'ils avaient pour mission de répandre ces valeurs et d'imposer ce mode de vie à la surface de la terre. Depuis toujours, ils croient à la division morale binaire du monde. Depuis toujours, ils estiment qu'ils incarnent le Bien et s'imaginent, pour reprendre les termes du président Wilson, que l'« infini privilège » qui leur a été réservé est de « sauver le monde » (34).

Le mouvement vers l'unilatéralisme et l'hégémonisme vient donc de loin. Comme l'a dit Hubert Védrine, « ce n'est pas George Bush qui a inventé le combat du bien contre le mal. C'est aussi vieux que l'Amérique » (35). Mais à date récente, ce mouvement s'est accéléré, avec comme résultat que « les mythes fondateurs de la nation américaine sont devenus des politiques américaines opérationnelles » (36)

L'équipe qui est arrivée au pouvoir avec George W. Bush associe en fait deux courants différents. Le premier est celui des fondamentalistes protestants, hyperéactionnaires et populistes, appartenant à une mouvance « jacksonienne » dont le chef de file était naguère Billy Graham et qui est aujourd'hui représentée par des hommes comme Pat Robertson, Franklin Graham, Paul Weyrich, Ralph Reed ou Franklin Graham. Ce sont eux qui ont permis à George W. Bush de se faire élire. Le second courant est celui des « néoconservateurs », souvent d'anciens hommes de gauche, très liés à la l'extrême droite israélienne (qui leur a fourni sa grille de lecture de la situation au Proche-Orient) et qui se retrouvent aujourd'hui à la droite du parti républicain. Les premiers, représentés à la Maison-Blanche par le secrétaire à la Justice, John Ashcroft, le conseiller privé du président, Karl Rove, ou le secrétaire à l'Intérieur, Gale Norton, sont de modernes puritains qui pensent que les Etats-Unis sont un peuple élu par la Providence, ayant une « destinée manifeste » et une vocation missionnaire (37). Les seconds (Dick Cheney, Donald Rumsfeld, Paul Wolfowitz, Richard Perle, Douglas Feith, Elliot Abrams, etc.) ont développé les idée d'unilatéralisme, de guerre préventive, de police mondiale qui triomphent aujourd'hui. Les uns et les autres se rejoignent dans l'idée que le monde entier doit être façonné à l'image de l'Amérique, dans une même hostilité envers tout pays qui exprimerait son désaccord, c'est-à-dire dans un même aventurisme agressif et illuminé.

Les Américains ont ainsi acquis une lecture à la fois « hollywoodienne » et messianique de la vie internationale. La vision du monde à laquelle ils adhèrent est une vision non interactionnelle du rapport à l'autre, dans laquelle toute puissance indépendante est perçue comme un ennemi potentiel. Cela signifie que la pensée américaine n'a plus d'autre référence qu'elle-même, que les Américains ne voient plus le reste du monde qu'à travers eux-mêmes. Le résultat est un nouveau régime de guerre, en même temps qu'une nouvelle perception dans laquelle la politique étrangère, ce sont les armes. Toute idée de puissance étant ramenée à sa dimension militaire, la notion de rival devient du même coup synonyme de celle d'ennemi. On comprend, dans ces conditions, que toute la doctrine stratégique américaine tende désormais à empêcher le reste du monde d'atteindre la parité militaire et technologique avec les Etats-Unis. Et que quiconque ose émettre des critiques sur la politique étrangère de Washington soit immédiatement présenté comme un psychopathe, un complice de l'« axe du mal » (38).

Dans l'ère « postatlantique », les Etats-Unis ne dissimulent donc plus leur intention d'affirmer leur hégémonie. Ils « estiment être en droit de décider seuls, sans limitation extérieure d'aucune sorte, de ce qui doit être fait pour leur sécurité, y compris, préventivement, rechercher la supériorité militaire sur l'ensemble des

autres, et même empêcher tout rival d'émerger » (39). « Washington décide, écrit Justin Vaÿsse, et les alliés européens doivent s'adapter à ces décisions, s'y conformer sans avoir véritablement voix au chapitre, sans même, parfois, avoir été consultés ou informés de manière adéquate. Un soutien quasi automatique est requis, et la punition des dissidents a remplacé l'habitude qui consistait à minimiser les désaccords et à éviter qu'ils n'éclatent dans le domaine public ». En effet, poursuit-il, « dans le système postatlantique promu par l'administration Bush, l'importance d'un pays n'est pas fonction de ses ressources propres, de sa puissance ou de ce qu'il apporte aux tâches communes, mais de sa distance par rapport au centre — de même qu'à Versailles les nobles "domestiqués" devaient s'habituer à un nouveau système de pouvoir, désormais fonction de la place de chacun dans les cercles concentriques autour de la personne du roi, et non de leur puissance propre. A son tour, le positionnement dans les cercles concentriques autour du roi — ou de Washington — dépend de l'acquiescement aux volontés du centre, devenu l'instance légitime de classement — des courtisans ou des pays » (40).

« Les Américains, observe de son côté Thierry de Montbrial, rejettent catégoriquement la notion d'un monde multipolaire, dont les deux composantes sont inacceptables à leurs yeux. D'une part, qui dit monde multipolaire sous-entend un équilibre des puissances, et donc justement la nécessité d'un contrepoids aux Etats-Unis […] On n'accepte pas, d'autre part, qu'un équilibre quelconque puisse être garanti par l'organisation des Nations-Unies, c'est-à-dire en pratique par le Conseil de sécurité et plus précisément par ses cinq membres permanents. Aux yeux des Américains, cela reviendrait en effet à reconnaître à la France, à la Russie et à la Chine le droit de former avec les Etats-Unis et la Grande-Bretagne une sorte de directoire planétaire » (41).

Tout cela, encore une fois, n'est pas véritablement nouveau. Mais jusqu'ici, la guerre menée par l'Amérique contre l'Europe et le « reste du monde » (« *the rest of the world* ») prenait essentiellement des formes économiques et commerciales, en se traduisant notamment par le conditionnement des opinions publiques, la manipulation des esprits, le discrédit jeté sur la concurrence, etc. (42). Ce qui est nouveau, c'est que le primat stratégique est devenu ouvertement militaire, qu'il vise à réguler l'extension du marché par des actions de violence brutale.

Dans le livre qu'ils ont publié en 2003, Lawrence F. Kaplan et William Kristol écrivent ainsi, sans états d'âme, que « l'Amérique doit être non seulement le gendarme ou le shérif du monde, mais aussi son phare et son guide » (43). La globalisation, explique un autre néoconservateur, Michael Novak, c'est à terme la recomposition du monde, et le centre de cette recomposition ce sont les Etats-Unis. « L'intérêt américain, ajoute Richard Perle, c'est d'avoir […] un monde dans lequel nous pouvons exporter et importer et dans lequel nous ne sommes pas menacés » (44).

L'objectif final, c'est donc d'instaurer ce que l'inconditionnel pro-américain Guy Millière a proposé sans complexes d'appeler « l'Amérique-monde » (45). Le but de ce néo-impérialisme alimenté par l'esprit de croisade, le but de cette véritable « théostratégie » autistique, c'est l'imposition unilatérale des valeurs marchandes à la totalité de la planète, la transformation de la terre en un immense marché homogène où règnerait sans partage la seule loi du profit, bref l'instauration d'un modèle de société dans laquelle il y aura d'autant plus de consommateurs qu'il y

aura moins de citoyens.

Jamais depuis l'époque de Theodore Roosevelt (1912), les Etats-Unis n'avaient comme aujourd'hui aussi visiblement recherché la domination par la force militaire ni aspiré aussi ouvertement à établir de façon unilatérale leur suprématie sur la planète. Jamais comme aujourd'hui ils n'avaient manifesté avec autant de force leur refus radical de la notion de réciprocité ou d'arbitrage, dans la mesure où celle-ci pourrait restreindre leur liberté d'action. C'est en cela qu'il n'est pas excessif de dire que les Etats-Unis constituent actuellement le principal facteur d'instabilité dans le monde, le principal facteur de brutalisation des rapports internationaux. Et cet unilatéralisme a toutes les chances de se révéler durable, même si George W. Bush devait quitter la Maison-Blanche, dans la mesure où il résulte à la fois d'une tradition historique et d'une évolution des mentalités à l'œuvre depuis des années.

Mais bien entendu le rêve américain se heurte aux réalités. On le voit en ce moment même en Irak : les Etats-Unis ont gagné la guerre, mais ils ont déjà perdu la paix. Ils prétendaient installer une démocratie de marché, mais ils ont instauré le chaos. Ils disaient vouloir lutter contre le terrorisme islamique,mais ils ont donné au fondamentalisme musulman de nouvelles raisons d'être et d'agir. Ils voulaient en profiter pour régler définitivement le problème palestinien, mais leur « feuille de route » n'est déjà plus qu'un souvenir. Et il est tout aussi révélateur que, dans cette aventure, ils n'aient pas plus été capables d'obtenir l'appui du Mexique ou du Canada qu'ils ne sont pas parvenus à rallier les Allemands, ou encore qu'ils se soient heurtés au refus de la Turquie, leur allié traditionnel au Proche-Orient, de les autoriser à attaquer l'Irak à partir de son sol.

*

Mesdames, Messieurs, Chers amis,

Cela fait maintenant plus de dix ans que les Européens éludent systématiquement la question de savoir s'ils veulent ou non construire une puissance politique et quelle serait la nature des relations qu'une telle puissance aurait avec les Etats-Unis. Pourtant, dans l'affaire irakienne, « la résistance franco-allemande aux positions américaines a eu le mérite de situer l'enjeu à venir : faire de l'Union européenne un acteur capable, sur le plan international, d'influencer le cours des choses, d'imprimer sa marque et de définir des objectifs, de concevoir l'Europe des 25 comme un ensemble géopolitique » (46).

Formé à partir du couple franco-allemand, un axe Paris-Berlin-Moscou permettrait de constituer, dans un monde redevenu multipolaire, un formidable pôle de sécurité et de prospérité, en même temps qu'il permettrait à l'Europe de retrouver son autonomie et sa capacité d'action. Il permettrait de créer une puissance politique régionale n'ayant pas pour ambition de gérer les affaires du monde, mais de contribuer à la régulation de la globalisation. Dans l'immédiat, il permettrait de différencier ceux qui, sur notre continent, veulent avancer et ceux qui se satisfont de constituer une simple zone de libre-échange, sachant que, comme l'a dit Jacques Delors, « faute d'une telle différenciation, l'Europe est condamnée soit à la stagnation soit à la dilution » (47).

« L'alternative est simple, nous dit Henri de Grossouvre. Soit les Français et les

Européens reprennent en charge leur sécurité, leur politique étrangère et l'évolution de leur démographie, et redeviennent acteurs de la politique internationale, soit ils sortent de l'histoire, et disparaissent physiquement progressivement au sein d'une vaste zone de libre-échange sous protectorat stratégique américain ».

Dans sa conférence de presse du 23 juillet 1964, le général de Gaulle déclarait : « Suivant nous, Français, il s'agit que l'Europe se fasse pour être européenne. Une Europe européenne signifie qu'elle existe par elle-même et pour elle-même, autrement dit qu'au milieu du monde, elle ait sa propre politique ».

On en est toujours là. C'est une course de vitesse qui est engagée.

Alain de BENOIST

1. *Paris-Berlin-Moscou. La voie de l'indépendance et de la paix*, L'Age d'Homme, Lausanne 2002.

2. La France et l'Allemagne avaient déjà manifesté leur intention le 22 janvier 2003, date marquant le 40e anniversaire de la signature du traité franco-allemand entre le général de Gaulle et le chancelier Konrad Adenauer.

3. « Le temps de la fusion franco-allemande est venu », texte consultable sur le site <http://www.paris-berlin-moscou.org/>, septembre 2003.

4. Cf. notamment Wolf Dieter Eberwein et Karl Kaiser (ed.), *Germany's New Foreign Policy. Decision-Making in an Interdependent World*, Macmillan Palgrave, London 2001.

5. « L'Allemagne n'est plus américaine », in *Outre-Terre*, 5, juin 2003, pp. 175-190, p. 175.

6. « *Aufstand gegen Amerika. David Schröder gegen Goliath Bush* », in *Der Spiegel*, 20 février 2003.

7. « Nous et les Américains », in *Outre-Terre*, 5, juin 2003, p. 273.

8. Ibid., p. 263.

9. « Europe : vive le père Ubu ! », in *Le Nouvel Observateur*, 12 juin 2003, p. 68.

10. « Le crépuscule des dictateurs », in *Politique internationale*, été 2003, p. 214.

11. « Marions-nous ! », in *Le Nouvel Observateur*, 27 novembre 2003.

12. « La grande illusion », in *Le Nouvel Observateur*, 26 juin 2003, p. 93.

13. *L'Action française 2000*, 18 septembre 2003, p. 9.

14. « Apogée ou déclin de l'empire ? », in *Mouvements*, novembre-décembre 2003, p. 36.

15. « Faut-il sauver la Constitution européenne ? », in *Libération*, 5 octobre 2003, p. 5.

16. « Cherry-Picking: Preventing the Emergence of a Permanent Franco-German-Russian Alliance », in *The Heritage Foundation. Policy Research and Analysis*, 28 août 2003.

17. *The Financial Times*, 26 mai 2003.

18. « Valeurs transatlantiques, pas si communes », in *Le Monde*, 6 juin 2003, p. 1.

19. « Nous et les Américains », art. cit., p. 264.

20. Robert Kagan, *Of Paradise and Power. America and Europe in the New World Order*, Alfred A. Knopf, New York 2003 (trad. fr. : *La puissance et la faiblesse. Les Etats-Unis et l'Europe dans le nouvel ordre mondial*, Plon, Paris 2003). Pour une critique de ce point de vue, cf. David P. Calleo, « Power, Wealth and Wisdom. The United States and Europe after Iraq », in *The National Interest*, été 2003, pp. 5-15.

21. Cf. par exemple Nicholas Fraser, « Le Divorce: Do Europe and America Have Irreconciliable Difference ? », in *Harper's Magazine*, septembre 2002, pp. 58-60.

22. « EU's Angry Chorus », in *Washington Times*, 24 mai 2002. Cf. aussi David Brooks, « Among the Bourgeoisophobes. Why the Europeans and the Arabs, Each in their Own Way, Hate American and Israel », in *The Weekly Standard*, 15 avril 2002, qui développe l'idée selon laquelle laquelle les Européens partageraient avec les Arabes une même hostile « bourgeoisophobe » contre le matérialisme américain.

23. « Europe/Etats-Unis : la tentation du divorce », in *Politique internationale*, été 2003, p. 171.

24. « Du rideau de fer à la faille transatlantique », in *Esprit*, octobre 2003, p. 79.

25. Cité par Jim Hoagland, « Three Miscreants », in *The Washington Post*, 13 avril 2003.

26. « Le jour de gloire n'est pas arrivé ! », in *The Weekly Standard*, 3 juin 2002.

27. *The New York Post*, septembre 2003. Cf. aussi Thomas L. Friedman, « Vote France off the Island », in *The New York Times*, 9 février 2003 ; Steve Dunleavy, « How Dare the French Forget », in *The New York Post*, 10 février 2003 ; John Laughland, « L'Amérique contre l'Europe, mais surtout contre la France », in *Outre-Terre*, 3, 2003, pp. 245-252.

28. « Our War with France », in *The New York Times*, 28 août 2003. L'article a été intégralement traduit quelques semaines plus tard dans le journal allemand *Der Spiegel*.

29. Justin Vaÿsse, « Le nouvel âge postatlantique », in *Commentaire*, 103, automne 2003, p. 544.

30. Tony Judt, « La voie américaine », in *Le Débat*, mai-août 2003, p. 44.

31. Cf. Christopher Layne, « America as European Hegemon », in *The National Interest*, été 2003, pp. 17-29.

32. Parmi bien d'autres exemples, citons celui du Comité pour la libération de l'Irak, dont le président, Bruce P. Jackson, ancien vice-président de la firme Lockeed-Martin, est à la fois l'homme qui a convaincu le gouvernement polonais d'acheter des avions américains plutôt que des appareils russes ou français et qui est à l'origine de la lettre des dix chefs de gouvernement dénonçant début 2003 la position franco-allemande sur l'Irak.

33. Cf. Percy Kemp, « Chaos et cosmos de l'après-guerre froide », in *Esprit*, octobre 2003, pp. 10-38.

34. Sur les sources (et les manifestations) du messianisme américain, cf. notamment Ernst Lee Tuveson, *Redeemer Nation. The Idea of America's Millenial Role*, University of Chicago Press, Chicago 1978 ; Walter Russell Mead, *Special Providence. American Foreign Policy and How it Changed the World*, Free Press, New York 2001 ; Clifford Longley, *Chosen People. The Big Idea that Shapes England and America*, Hodder & Stoughton, London 2002.

35. « Que faire avec l'hyperpuissance ? », in *Le Débat*, mai-juillet 2003, p. 8.

36. Ibid.

37. Sur la composante religieuse de l'actuel gouvernement américaine, cf. l'étude très détaillée de

Bernadette Rigal-Cellard, « Les origines de la rhétorique de l'axe du mal : droite chrétienne, millénarisme et messianisme américain », dont une version abrégée a été publiée en juillet 2003 dans la revue *Etudes* (texte intégral disponible sur le serveur : <http://www.religioscope.info/article_189.shtml>).

38. Sur la genèse de cette expression d'« axe du mal », cf. David Frumm, *The Right Man*, Random House, New York 2003, qui raconte dans quelles circonstances la formule fut mise au point par l'un des proches conseillers de George W. Bush, Michael Gerson.

39. Hubert Védrine, *Face à l'hyperpuissance*, Fayard, Paris 2003.

40. Justin Vaÿsse, art. cit., pp. 542-543. Cf. aussi Pierre Hassner et Justin Vaÿsse, *Washington et le monde. Dilemmes d'une superpuissance*, Autrement, Paris 2003.

41. « Les Etats-Unis contre l'"Europe puissance" », in *Le Monde*, 1er août 2003.

42. Cf. notamment Rémi Kauffer, *L'arme de la désinformation. Les multinationales américaines contre l'Europe*, Grasset, Paris 1999. Sur la permanence de l'anti-européisme américain, cf. aussi Romolo Gobbi, *America contro Europa. L'antieuropeismo degli Americani dalle origini ai giorni nostri*, M&B Publishing, Milano 2002.

43. Lawrence F. Kaplan et William Kristol, *The War over Iraq. Saddam's Tyranny and America Mission*, Encounter, San Francisco 2003.

44. « Les relations entre l'Europe et les Etats-Unis », in *Commentaire*, 101, printemps 2003, p. 11.

45. Guy Millière, *L'Amérique-monde*, François-Xavier de Guibert, Paris 2000.

46. Stephan Martens, « L'Allemagne n'est plus américaine », art. cit., p. 189.

47. « Pourquoi l'Europe fait peur », in *Le Nouvel Observateur*, 2 octobre 2003, p. 62.